



Fédération

Travail, Emploi et

Formation Professionnelle



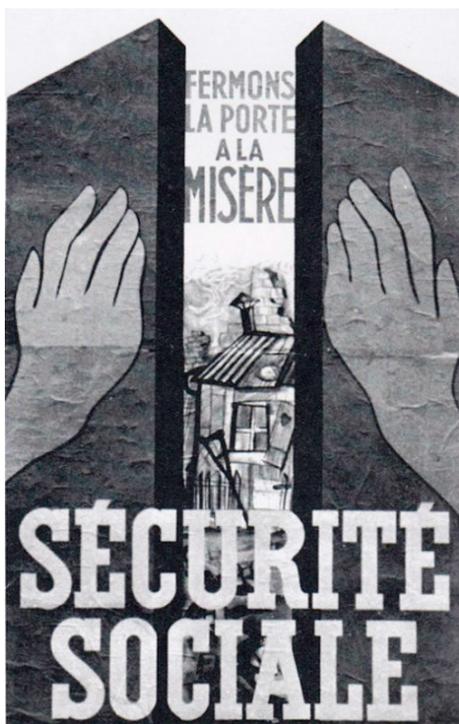
Sécurité sociale

Le blitzkrieg social continue

Fidèle à sa stratégie de blitzkrieg social, après avoir promulgué sa loi de destruction du code du travail, le gouvernement attaque maintenant la sécurité sociale. Le projet de loi de financement de la sécurité sociale continue non seulement la politique d'austérité mais attaque également les fondements d'une protection solidaire.

Derrière l'austérité la mise à mort du système de protection sociale par répartition

Le budget de financement de la sécurité sociale c'est encore et toujours des coupes budgétaires. C'est 4,2 milliards de restrictions demandées, dont 1,2 milliard à un hôpital public déjà exsangue.



Au-delà des coupes budgétaires sur l'assurance-maladie, alors que l'espérance de vie en bonne santé diminue et qu'un Français sur deux renonce à se soigner faute de moyens, un véritable bouleversement du mode de financement de la Sécu a aussi été voté.

Les cotisations sociales (qui n'ont pas augmenté depuis 1979 faut-il le rappeler) doivent cette fois baisser de façon durable. Il s'agit ni plus ni moins que de supprimer les cotisations maladie et chômage contre une hausse de 1,7 point de la CSG.

Pour faire passer la pilule, le gouvernement met en avant une augmentation du « pouvoir d'achat ». En un mot, les cotisations sociales baissant, le salaire net augmenterait d'autant dès janvier 2018.

Outre le fait qu'il faut être d'une naïveté confondante pour sérieusement croire que les baisses de cotisations vont se reporter automatiquement sur le salaire net que les patrons augmenteraient d'autant, cette baisse signe un changement complet de modèle social.

La Sécurité sociale telle que nous la connaissons résulte du long combat du mouvement ouvrier pour se protéger mutuellement des risques de la vie et du travail. Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Il ne s'agit pas d'une aumône ou d'une charité qui serait accordé par l'État ou d'une œuvre philanthropique mais de la socialisation d'une partie du salaire pour pallier aux accidents de la vie. Dans ce système par répartition l'argent part du travail pour aller au travailleur en échappant au capital.

Ainsi, loin de provoquer une « hausse du pouvoir d'achat », la majorité retire du salaire brut alors même que le brut appartient dès le départ au salarié. Pour le dire simplement : dans le brut, il y a le salaire pour le mois, le net, et le reste, c'est le salaire pour la vie.

Vers le couple fiscalisation/ privatisation

En passant d'un système de répartition sur la base de cotisations sociales à une fiscalisation de la protection sociale le gouvernement rompt avec le principe « à chacun selon moyens, à chacun selon ses besoins » au profit d'une CSG non progressive et qui va accélérer les déremboursements. En effet, une fois que la protection sociale aura été entièrement fiscalisée, le gouvernement aura beau jeu de revoir constamment les prestations à la baisse au nom d'une éternelle dette publique.

Au-delà, la Sécu ne s'appartiendra plus à elle-même et sera noyée dans les autres finances publiques. Son statut de bien collectif s'en voit menacé. Au final, une fois les prestations de la protection sociale réduites à la portion congrue, c'est le privé Axa, Malakoff et compagnie qui prendra en charge le reste. Pour eux, pas besoin de manifester, il leur suffit de laisser nos gouvernants successifs faire la sale besogne. Et pour avoir droit à la santé il nous faudra les payer, bien plus cher que nos cotisations actuelles. Une minorité pourra le faire. Les autres vieilliront mal, certains plus du tout.

L'avenir sourit surtout aux grands groupes d'assurance privée

La logique sera la même concernant l'assurance chômage par la réduction des allocations à un minima social qui intégrerait les démissionnaires et les indépendants avec contrôles et culpabilisation accrue pour les chômeurs.

Déjà le gouvernement prévoit la suppression du tiers payant généralisé et une hausse du forfait hospitalier. En revanche les aides aux patrons ne connaissent pas la crise avec la pérennisation et l'augmentation à 24 milliards d'euros par an du CICE.

La Sécurité sociale, bien qu'imparfaite aujourd'hui, mérite non seulement d'être défendue mais d'être améliorée et étendue. Il faut notamment en finir avec le paritarisme en revenant à son idée originelle en confiant sa gestion aux travailleurs et aux travailleurs uniquement car nous sommes les seuls créateurs de richesses. Les patrons n'en que sont les usurpateurs et les profiteurs.

**Il est primordial de se mobiliser
afin de défendre notre sécurité sociale.**

**Cette lutte s'inscrit au cœur de la lutte de classes
menée par le patronat et le gouvernement visant à liquider
toutes les conquêtes du mouvement ouvrier depuis 1945.**